

Les mesures fiscales prises par le fédéral vont coûter 100 millions d'euros à la Wallonie en 2016. Le gouvernement wallon prépare la riposte et dénonce un détricotage de la réforme de l'Etat.

La Région wallonne accuse le fédéral de faire des économies sur son dos

EXPRESS

Si le saut d'index décidé par le nouveau gouvernement fédéral rapportera dans un premier temps **30 millions d'euros** aux caisses de la Région wallonne, il aura aussi un impact négatif de **65 millions d'euros** en 2016.

Pour l'heure, le gouvernement wallon estime qu'il va devoir encaisser **une perte de recettes de 100 millions d'euros dès 2016**.

Le gouvernement wallon accuse également le fédéral de **détricotage la sixième réforme** de l'Etat en mettant la main sur les budgets réservés à la politique des grandes villes.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

La riposte socialiste s'organise depuis la Wallonie. La cible... Le fédéral! «Les décisions prises par la coalition MR/N-VA vont faire économiquement mal à la Wallonie et à ses communes», dénonce un socialiste, lundi matin, à la sortie du Comité permanent du PS. La réunion, qui a rassemblé la majorité des cadres du parti, s'est tenue à Namur, dans les murs du Parlement wallon. Tout un symbole!

Bunker wallon

Retranché dans sa base arrière, le PS entend utiliser son levier régional et ses relais au sein du gouvernement wallon pour partir à l'assaut de la politique menée par le gouvernement du libéral Charles Michel. La stratégie implique néanmoins une condition: surtout ne pas faire de vague en Wallonie.

Devant ses troupes, Elio Di Rupo s'est ainsi inquiété, lundi à Namur, du coût financier des réformes du fédéral pour les comptes de la Wallonie. Et sans attendre, le président du PS a exigé que son parti fasse rapidement une analyse globale, y compris pour les pouvoirs locaux, de l'impact financier des mesures fédérales. Si Elio Di Rupo s'est refusé à tout commentaire, d'après nos informations, l'homme fort du PS s'est également dit surpris du premier coup de canif fédéral dans les textes de la sixième réforme de l'état (lire encadré).

Les experts du Boulevard de l'Empereur,

siège du PS, ne sont pas les seuls à être mis à contribution. Du côté du gouvernement wallon, de nombreux ministres socialistes reprochent au fédéral de se sucrer sur le dos des Régions. Certains accusent même le MR de déjà faire preuve de déloyauté vis-à-vis des francophones. «Le MR doit être attentif à la situation économique des communes. Je ne vous cache pas que j'ai des a priori défavorables. Le diable se cache dans les détails», juge Paul Furlan (PS), le ministre des Pouvoirs locaux.

«A aucun moment le MR n'a défendu la Région wallonne. Le fédéral doit être loyal vis-à-vis de la Région wallonne», note de son côté Christophe Lacroix (PS), ministre du Budget. Pour lui, il n'est pas normal que la Wallonie, à l'inverse de la Flandre, n'ait pas été consultée au moment d'évoquer les impacts sur les Régions. «On ne va pas se laisser faire. Nous allons mettre sur pied une

stratégie pour défendre nos intérêts financiers tout en restant loyaux vis-à-vis du fédéral. Mais il est évident que nous allons marquer nos désaccords.»

Trou de 100 millions

Des chiffres circulent déjà. En attendant ceux de Bruxelles, la Wallonie a fait ses comptes. Dans une première analyse des mesures fiscales du gouvernement fédéral, le cabinet du ministre du Budget évalue l'impact à 100 millions d'euros pour la Wallonie en 2016. Ce manque à gagner est notamment provoqué par le saut d'index. Si à première vue, la mesure permet à la Région d'économiser 30 millions d'euros sur les salaires des fonctionnaires du SPW ainsi que sur ceux des organismes publics, le gain est, d'après le cabinet Lacroix, effacé par la baisse des rentrées financières via une contraction des recettes liées à l'impôt

des personnes physiques. «La perte de revenus que génère le saut d'index aura des répercussions sur la trajectoire budgétaire de la Région wallonne de façon récurrente. L'évolution de l'impôt des personnes physiques régionale devra être revue à la baisse à concurrence de 65 millions.» Pour la Région, «Charles Michel ne dit pas la vérité lorsqu'il dit que cette mesure est excellente pour le budget des Régions».

Le ministre Lacroix vise également l'augmentation des frais professionnels forfaitaires accordés aux travailleurs. D'après les premières estimations de la Région, cette

mesure fédérale va provoquer «une perte de recette fiscale pour la Région wallonne de 32,5 millions d'euros pour l'année budgétaire 2015». Par la suite, «le coût récurrent pour la Région wallonne est de 65 millions».

Bref, le premier comité de concertation risque d'être houleux!

«Nous allons mettre sur pied une stratégie pour défendre nos intérêts financiers.»

CHRISTOPHE LACROIX (PS)
MINISTRE WALLON DU BUDGET

HOLD-UP SUR LA POLITIQUE DES GRANDES VILLES, SELON LE PS

La sixième réforme de l'Etat indique que la politique des grandes villes sera transférée aux Régions le 1^{er} janvier 2015. L'accord prévoit néanmoins une période tampon durant les deux prochaines années. Durant cette période, le fédéral continue à assumer la charge financière de certains projets. **Une enveloppe de 14 millions d'euros** a ainsi été réservée pour les encouragements. Mais voilà, d'après certains ministres wallons, le gouvernement de Charles Michel (MR) vient de vider les caisses. «L'argent a disparu, 14 millions!», accuse le ministre wallon du Budget Christophe Lacroix. «En gros, des investissements que devait payer le fédéral vont se retrouver du jour au lendemain à charge des communes. C'est tout sauf transparent», estime, de son côté, le ministre des Pouvoirs locaux Paul Furlan. Dans l'entourage du gouvernement wallon, on évoque un «détricotage de la réforme de l'Etat».

La taxe sur les intercommunales devrait rapporter 200 millions aux caisses du fédéral. Pour le gouvernement wallon, ce manque à gagner risque d'obliger certaines intercommunales à revoir leurs investissements ou à augmenter le prix de l'électricité ou du billet d'entrée dans les piscines publiques. «La stratégie du MR est-elle de mettre les communes à genoux?», estime-t-on dans l'entourage de l'Elysée. **F.-X.L.**